



Pourquoi sommes-nous là ?

Lettre ouverte aux passants, aux usagers et leurs familles :

Madame, Monsieur,

Nous travaillons aujourd'hui dans des établissements privés non lucratifs : hôpitaux, centre accueillant des adultes ou enfants handicapés, Maison de retraite, EHPAD (Établissement Hospitalier pour Personnes Âgées Dépendantes)...

Nous intervenons auprès des personnes malades, âgées, des jeunes, des personnes atteintes de handicaps, des familles en difficultés... On nous appelle généralement : des soignants, des travailleurs sociaux... sans oublier tous les autres corps de métiers nécessaires au fonctionnement de nos institutions : personnels administratifs, logistiques, de rééducation, techniques...

Aujourd'hui, ces établissements gérés par des associations ou des mutuelles, sont financés par la Sécurité Sociale et/ou la solidarité départementale (Conseils Généraux) .

Depuis quelques années on assiste à la baisse de nos budgets ! De plus, à cause notamment, de la loi HPST (Hôpital- Patients-Santé- Territoire), dite Loi Bachelot. L'ancien gouvernement voulait ouvrir ces activités sanitaires, médico sociales et sociales au secteur marchand (privé lucratif).

Cette loi implique des fusions et/ou des restructurations, avec de nombreux plans sociaux.

L'objectif des ARS(Agence Régionale de Santé) et de nos employeurs, c'est d'être compétitifs face aux autres. Pour cela, il faut rechercher la moindre économie, en premier lieu sur la masse salariale.

Nous sommes mobilisés, aujourd'hui demain et après demain, pour résister et combattre ces choix politiques accompagnés par les syndicats patronaux que sont la FEHAP, le SYNEAS, la FEGAPEI, l'UNIFED et qui, cassent les Conventions Collectives de la Branche des Associations Sanitaires et Sociales et Médico Sociales, qui démantèlent les Institutions ou services et ponctionnent 750 000 Salariés .

Les organisations syndicales refusent de signer après des mois et des mois de négociation, les projets de révision des conventions collectives proposées par les employeurs ! Ces projets s'attaquent aux acquis sociaux, aux rémunérations déjà gelées depuis quelques années... et dénoncent les accords.

Comment les salariés peuvent-ils accepter, une fois de plus, une baisse de leur rémunération par la remise en cause de l'ancienneté, ainsi que la perte de nombreuses autres garanties conventionnelles ?

Ça suffit ! Nous voulons un vrai changement des politiques sociales et médico sociales !

Nous refusons de perdre des acquis conventionnels, qui correspondaient à une reconnaissance de nos métiers, de nos qualifications et de la qualité du service rendu, de la pénibilité... Aujourd'hui, nous ne sommes plus qu'une variable d'ajustement... nous sommes pressurés, nous travaillons en sous effectif en croisant les doigts pour qu'il n'arrive rien.

Les conditions de travail ne cessent de se dégrader et la souffrance au travail est présente dans la plupart de nos établissements.

Si nous sommes là aujourd'hui, c'est pour défendre, certes nos salaires, mais aussi pour exiger de vivre et travailler décemment afin de garantir partout et pour toutes les personnes accueillies dans nos établissements, un accueil et une prise en charge de qualité... Nous sommes tous concernés, car demain cette personne, sera peut-être nous, vous, un membre de votre famille, un ami...

Merci de nous soutenir ! Non à la marchandisation de nos secteurs !

